

DOUBLE ECHEC A DE GAULLE

De Gaulle qui mettait son uniforme pour briser les putschs des militaires, qui infligeait des défaites cuisantes aux vieux partis bourgeois, qui répondait par des fins de non recevoir aux Américains et aux Anglais, qui « bravache » avec la force de frappe, de Gaulle à qui seuls les Algériens avaient victorieusement tenu tête, a dû rentrer le décret de réquisition « fait à Colombey » et s'est bien gardé de faire le moindre appel aux mineurs à la Télévision. La volonté du pouvoir de « casser les syndicats » a été mise en échec par la résistance unanime des mineurs.

En même temps, l'impérialisme voyait ses chances très

compromises en Algérie. Les récents décrets et déclarations de Ben Bella sur la gestion des biens vacants, l'attaque portée aux domaines de Borgeaud, Klein, de Calan, Germain, les mesures prises contre les exploitations et entreprises des féodaux algériens, contre les bourgeois et spéculateurs algériens, l'élan populaire irréversible, marquent les jalons de l'évolution de l'Algérie vers le socialisme. De Gaulle se trouve en face du même processus que le furent les Américains à Cuba.

Ces deux événements, grève des mineurs et mesures socialistes algériennes doivent être considérés comme un encouragement par le mouvement ouvrier français et nous devons en tirer les enseignements qui s'imposent.

Après la grève

Avec une grève de 35 jours, les mineurs ont donné un autre rythme aux luttes revendicatives. De la première grande épreuve depuis mai 58, les travailleurs dans leur ensemble ont le juste sentiment de sortir plus forts. Malgré certaines faiblesses, cette grève a été un succès.

L'EXEMPLE

Agissant comme stimulant sur des corporations où les revendications étaient en attente, la grève a permis d'enregistrer une remontée du mouvement ouvrier et de mesurer sa combattivité. Ce n'est qu'en reculant que le gouvernement a évité un durcissement de la lutte, ayant des implications politiques générales.

Discussions et négociations ont permis d'aboutir à des résultats, en particulier la quatrième semaine de congé acquise pour la quasi-totalité des travailleurs.

Mais malgré cela, les mineurs ne furent jamais isolés. Au contraire, à cause de leur combattivité, chacun prit conscience que cette formidable grève transformait les rapports entre ouvriers, patronat et gouvernement.

Autre aspect positif, la tactique de la particularisation, considérée jusqu'à ce jour comme la plus efficace — par la C.G.T. — n'a pas résisté après le déclenchement de la grève générale illimitée des mineurs. En fait de mouvements tournants, nous avons eu des mouvements généralisés, y compris dans la métallurgie — journées du 14 et du 21 mars — à peine deux semaines après le congrès des métaux confirmant cette tactique. Si l'on n'a pas assisté à une généralisation de la lutte dans le secteur public, c'est davantage dû à un manque de préparation qu'à un manque de combattivité.

LES FAIBLESSES

Ce que l'on peut reprocher à la grève, c'est son caractère « Trade unioniste ». Or, même sur ce plan purement économique, la grève montre des faiblesses.

SUR LA VOIE CUBAINE DU SOCIALISME

Ce que l'impérialisme français, de Gaulle en tête, cherchait désespérément à éviter est en train de prendre forme : la construction en Algérie d'un nouvel Etat anti-capitaliste.

De Gaulle voulait, en enchaînant l'Algérie dans le cadre étroit des accords d'Evian, premièrement et avant tout maintenir ce pays dans le cadre d'une économie capitaliste, deuxièmement disposer en Algérie d'un certain nombre de privilèges pour l'impérialisme français (notamment l'exploitation du pétrole saharien et l'assurance d'un marché d'exportation pour l'industrie française), troisièmement utiliser certaines bases et régions du territoire algérien (Mers-el-Kébir, Sahara...) pour des buts militaires et stratégiques.

Pour ce faire de Gaulle comptait sur deux choses :

- l'état de misère générale et de dénuement extrême de l'Algérie après plus de 7 ans de dévastations et de massacres par l'armée française, rendant le pays incapable de se relever sans une aide extérieure massive et le réduisant à accepter en gros les conditions de l'aide française ;
- la présence du million d'Européens, considérés par de Gaulle comme indispensables à l'économie algérienne et de ce fait comme instruments de choix pour assurer le maintien d'un large secteur capitaliste en Algérie.

Mais les Européens sont partis, pensant faire de leur exode une arme de sabotage économique. Et le caractère catastrophique de la situation, l'urgence des problèmes ont joué en sens exactement inverse des calculs tant de de Gaulle que des Pieds-noirs. Ils n'avaient pas compté avec la capacité de riposte des masses algériennes, lesquelles, sans attendre, prirent en main les « biens vacants » et formèrent des Comités de gestion. Ce qui était destiné à compromettre l'avenir de l'Algérie est devenu par l'initiative des masses révolutionnaires de ce pays la meilleure garantie pour l'avenir : **il y a désormais en Algérie un SECTEUR SOCIALISTE géré par les travailleurs eux-mêmes** et qui comprend 1 MILLION ET DEMI D'HECTARES des meilleures terres, plus de 500 ENTREPRISES INDUSTRIELLES, des milliers de logements, des centaines de commerces.

Les objectifs économiques et politiques essentiels, que de Gaulle avait en vue lors de la signature des accords d'Evian, ont fait long feu ; quant à l'exploitation du pétrole et l'utilisation des bases militaires, elles ne manqueront pas d'être remises en question le moment venu (mais ce moment viendrait plus vite si de Gaulle rencontrait en France même une opposition réelle à ses préparatifs de guerre).

Avec les décrets du 22 mars 1963 l'Algérie fait ses premiers pas sur la voie du socialisme où s'engageait Cuba en 1960. Pour s'en convaincre il suffit de citer quelques passages du discours prononcé par Ben Bella le 29 mars 1963 :

« Le puissant mouvement des Comités de gestion qui s'était multiplié à travers tout le pays attendait simplement sa législation dans toute sa plénitude révolutionnaire. »

« Avec les Assemblées générales et les Conseils des travailleurs, avec les Comités de gestion, les travailleurs algériens prennent leur destin en mains. Ce sont les travailleurs dans leurs Assemblées générales qui décideront du plan de développement de l'entreprise dans le cadre du plan national. Ce sont eux, les travailleurs, qui établiront, examineront et adopteront les comptes de fin d'exercice. Ce sont eux qui fixeront les primes de rendement. Ce sont eux qui récolteront le fruit de leur travail. Ils participeront à la gestion des fonds nationaux d'investissements. »